



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES **CGT**

CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) .
FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LBM (0959) . PÉTROLE (1388) .
CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) .
NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

LE 29
SEPT :

**RENFORCER NOS
SERVICES PUBLICS
LE COMBAT DE TOUS !**

**L'ÉCOLE, L'HÔPITAL, LA SÉCURITÉ SOCIALE,
LES TRANSPORTS, L'ÉNERGIE, LA POSTE : NOS
SERVICES PUBLICS APPARTIENNENT À CELLES ET
CEUX QUI PRODUISENT LES RICHESSES DU PAYS,
PAS AU CAPITAL !**

Chaque fermeture de service, chaque suppression de poste, chaque économie budgétaire imposée au nom de l'austérité est une attaque directe contre les salariés, les retraités, les privés d'emploi, la jeunesse et l'ensemble de la population.

**DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS,
C'EST DÉFENDRE :**

- ➔ L'égalité des droits pour toutes et tous.
- ➔ La justice sociale contre les privilèges de quelques-uns.
- ➔ La solidarité entre les générations.
- ➔ L'emploi et l'aménagement de nos territoires.
- ➔ L'avenir de nos enfants.

**L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS
UNE FATALITÉ :**

C'EST UN CHOIX POLITIQUE

Depuis des années, les gouvernements successifs et le patronat organisent l'affaiblissement méthodique de nos services publics : fermetures de classes, manque de personnels dans les hôpitaux, dégradation des conditions de travail, abandon des territoires ruraux et industriels. Pendant qu'on demande toujours plus de sacrifices au monde du travail, les grands groupes distribuent des milliards en dividendes. Pendant que les services publics manquent de moyens, les fortunes des plus riches continuent de grossir.

L'argent existe. Le problème n'est pas le manque de moyens, mais le choix de les mettre au service du capital plutôt qu'au service de la population.

**NON À L'ÉCONOMIE
DE GUERRE,**

OUI À L'ÉCONOMIE SOCIALE !

Réduire les budgets de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et des collectivités pour financer d'autres priorités est un choix dangereux qui prépare une société toujours plus inégalitaire. Nous refusons un avenir fait de précarité, de désertification industrielle et de recul des services publics.

Nous voulons :

- ➔ Des emplois industriels pérennes et qualifiés.
- ➔ Des salaires évoluant a minima au niveau de l'inflation avec un SMIC à 2 400 €.
- ➔ Des services publics renforcés et présents partout.

Salariés de nos industries et des services publics, actifs et retraités, nous avons les mêmes intérêts face aux choix du patronat et du gouvernement.

**LE 29 SEPTEMBRE,
FAISONS CONVERGER
NOS LUTTES !
TOUS DANS LES
MANIFESTATIONS
À L'APPEL DE LA
FÉDÉRATION CGT DES
SERVICES PUBLICS !**

